

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

D. DUCARME

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. De minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort wordt belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 12 juni 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME

MINISTÈRE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2774

[C - 2003/31346]

12 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission Royale des Monuments et des Sites ou de l'intervention d'un architecte

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme et notamment les articles 84, § 2, 117 et 141, § 3;

Vu l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier et notamment l'article 4, § 1^{er};

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 18 mars 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 5 décembre 2002;

Vu l'avis de la Commission royale des Monuments et Sites du 8 mai 2002;

Vu le glossaire du Plan régional d'affectation du sol adopté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001;

Vu le glossaire du Règlement régional d'urbanisme adopté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

Arrête :

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « avis de la commission de concertation » : avis de la commission de concertation exigé en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier;

2° « avis de la commission royale des monuments et des sites » : avis conforme de la Commission royale des monuments et des sites exigé en vertu de l'article 141, § 3, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

3° « avis de la commune » : avis du collège des bourgmestre et échevins exigé en vertu de l'article 141, § 3, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

4° « avis du fonctionnaire délégué » : avis du fonctionnaire délégué exigé en vertu de l'article 117 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2774

[C - 2003/31346]

12 JUNI 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen of van de medewerking van een architect

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op de artikelen 84, § 2, 117 en 141, § 3;

Gelet op de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed, inzonderheid op artikel 4, § 1^{er};

Gelet op het advies van de Raad van State van 18 maart 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 5 december 2002;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van 8 mei 2002;

Gelet op de woordenlijst van het bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2002 goedgekeurd Gewestelijk Bestemmingsplan;

Gelet op de woordenlijst van de bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 april 2003 goedgekeurde Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder :

1° « advies van de overlegcommissie » : advies van de overlegcommissie vereist krachtens artikel 4 § 1° van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed;

2° « advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen » : eensluidend advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen vereist krachtens artikel 141, § 3, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

3° « advies van de gemeente » : advies van het College van burgemeester en schepenen vereist krachtens artikel 141, § 3, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

4° « advies van de gemachtigde ambtenaar » : advies van de gemachtigde ambtenaar vereist krachtens artikel 117 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

5° « bien faisant l'objet d'une mesure de protection » : monument, ensemble de biens immobiliers ou site classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, ou faisant l'objet d'une procédure de classement ou d'inscription sur la liste de sauvegarde, prise en application de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ou de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;

6° « aspect architectural » : ensemble des caractéristiques des volumes et de l'enveloppe extérieure d'un bâtiment, participant à la composition architecturale de l'ensemble;

7° « arbre à haute tige » : arbre dont le tronc mesure au moins 40 cm de circonférence à 1,50 m du sol et qui atteint au moins 4,00 m de hauteur.

TITRE II. — Dispositions applicables aux biens ne faisant pas l'objet d'une mesure de protection

CHAPITRE I^{er}. — Installations provisoires, événementielles ou saisonnières

Art. 2. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, les actes et travaux suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

1° les travaux, actes et modifications temporaires nécessaires à l'exécution du chantier et pendant la durée nécessaire à l'exécution des travaux;

2° le placement d'installations à caractère social, culturel, récréatif ou événementiel, placées pour une durée maximale de trois mois, à l'exclusion des dispositifs de publicités et d'enseignes;

3° le placement de décorations événementielles, de manifestations ou de festivités, pour une durée maximum de trois mois, à l'exclusion des dispositifs de publicités et d'enseignes.

CHAPITRE II. — Actes et travaux de voirie

Art. 3. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, et qu'ils ne constituent pas le complément de travaux soumis à permis d'urbanisme, les actes et travaux en voirie suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

1° pour autant que les actes et travaux ne modifient pas les caractéristiques essentielles du profil en travers, le renouvellement des fondations et du revêtement des chaussées, bermes, bordures et trottoirs, à l'exception des changements de revêtements constitués principalement de pierres naturelles;

2° le renouvellement sans modification des caractéristiques essentielles du profil en travers des éléments accessoires tels que glissières et bordures de sécurité;

3° la pose, le renouvellement ou le déplacement des dispositifs d'évacuation d'eau tels que filets d'eau, avaloirs, taques, égouts et collecteurs de moins d'1,25 mètre de diamètre intérieur;

4° la pose, le renouvellement ou le déplacement des câbles, conduites et canalisations situés dans l'espace public;

5° les aménagements provisoires de voirie à titre d'essai d'une durée maximale de deux ans;

Art. 4. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, qu'ils ne constituent pas le complément de travaux soumis à permis d'urbanisme ou qu'ils ne font pas l'objet d'une répétition sur la longueur d'une voirie, les actes et travaux en voirie suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

1° les petits travaux d'aménagement des espaces réservés aux piétons, aux cyclistes et visant l'agrandissement local de ces espaces, l'amélioration de leur aspect esthétique ou la sécurité des usagers;

2° les travaux d'aménagement des espaces réservés aux plantations;

5° « goed dat het voorwerp uitmaakt van een beschermingsmaatregel » : beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven monument, geheel van onroerende goederen of landschap, of dat het voorwerp uitmaakt van een procedure tot bescherming of tot inschrijving op de bewaarlijst, met toepassing van de ordonnantie van 4 maart 1993 tot behoud van het onroerend erfgoed of van de wet van 7 augustus 1931 tot behoud van de monumenten en landschappen;

6° « architecturaal aspect » : geheel van de kenmerken, van de volumes en van het buitenomhulsel van een gebouw dat bijdraagt tot de architecturale samenstelling van het geheel;

7° « hoogstam » : boom waarvan de stam op 1,50 van de grond een omtrek van minstens 40 cm heeft en die ten minste 4,00 m hoog is.

TITEL II. — Bepalingen die van toepassing zijn op goederen die niet het voorwerp zijn van een beschermingsmaatregel

HOOFDSTUK I. — Voorlopige, gelegenheids- of tijdsgebonden installaties

Art. 2. Voorzover ze niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en ze geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, zijn de volgende handelingen en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° de tijdelijke werken, handelingen en wijzigingen aan een bouwterrein voor de duur die nodig is om de werken uit te voeren;

2° de plaatsing van installaties met een sociaal, cultureel, recreatief of evenementeel karakter, geplaatst voor een maximumduur van drie maand, uitgezonderd de reclame- en uithangborden;

3° de plaatsing van versieringen ter gelegenheid van evenementen, manifestaties of festiviteiten, voor een maximumduur van drie maand, uitgezonderd de reclame- en uithangborden.

HOOFDSTUK II. — Handelingen en werken aan wegen

Art. 3. Voor zover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning, dat ze geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is en zij geen aanvulling zijn van de werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is, worden de volgende handelingen en werken aan wegen vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° voorzover de handelingen en werken geen wijziging inhouden van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel, de vernieuwing van de wegfundamenten en van het wegdek, berm, kantstenen en stoepen, met uitzondering van de wijzigingen van wegverhardingen in natuursteen;

2° de vernieuwing, zonder wijziging van de essentiële kenmerken van het dwarsprofiel van de bijbehorende elementen zoals vangrails en kantstenen;

3° de plaatsing, vernieuwing of verplaatsing van de inrichtingen voor waterafvoer zoals greppels, straatkolken, riooldeksels, riolen en collectoren van minder dan 1,25 m binnendiameter;

4° de plaatsing, vernieuwing of verplaatsing van kabels, buizen en leidingen die zich in de openbare ruimte bevinden;

5° de voorlopige proefaanleg van wegen voor een maximumduur van twee jaar.

Art. 4. Voorzover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning, dat zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is en zij geen aanvulling zijn van de werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is, of het voorwerp zijn van een herhaling over de lengte van de weg, hun karakter van geringe omvang niet verliezen, worden de volgende handelingen en werken aan wegen vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° de kleine aanlegwerken van ruimten bestemd voor voetgangers en fietsers die de plaatselijke verruiming en de verbetering van het esthetisch aspect ervan of de veiligheid van de gebruikers beogen;

2° de aanlegwerken van ruimten bestemd voor beplantingen;

3° le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs ou éléments suivants :

a) la signalisation lumineuse ou non en ce compris son support, à l'exception des portiques, ainsi que sa protection vis-à-vis de la circulation;

b) les dispositifs fixes ou mobiles limitant la circulation ou le stationnement;

c) les dispositifs de contrôle du stationnement ou de la circulation, tels que parcomètres, appareils horodateurs, radars, caméras;

d) les dispositifs de stationnement pour véhicules à deux roues;

e) les dispositifs accessoires d'installations techniques, souterraines ou non, tels que armoires de commande électrique de feux de signalisation ou d'éclairage public, bornes téléphoniques, bornes incendies, armoires de télédiffusion;

f) les bancs, tables, poubelles, cabines téléphoniques, petites fontaines, bacs à plantation, boîtes postales;

g) les dispositifs d'éclairage public;

h) les abris destinés aux usagers des transports en commun pour autant que leur hauteur ne dépasse pas 2,50 mètres;

4° l'établissement ou la modification de la signalisation au sol;

5° le placement ou la modification de dispositifs ralentisseurs de trafic ne se trouvant pas sur le réseau primaire;

6° sans préjudice de l'obtention préalable d'une autorisation de voirie, le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur horeca, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 50 m² et que soit préservé un passage libre d'obstacles sur au moins le tiers de la largeur de l'espace réservé aux piétons, avec un minimum de 2 mètres;

CHAPITRE III. — Travaux de transformation et d'aménagement intérieurs

Section 1^{re}. — Actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme

Art. 5. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection et ne modifient pas le nombre ou la répartition des logements lorsqu'il s'agit d'un immeuble d'habitation, ou le nombre de chambres lorsqu'il s'agit d'un établissement hôtelier, et n'entraînent ni la modification du volume construit, ni la modification de l'aspect architectural du bâtiment, les actes et travaux suivants sont dispensés du permis d'urbanisme :

1° le placement d'équipements intérieurs sanitaires, électriques, de chauffage, d'isolation ou de ventilation;

2° les travaux de transformation intérieurs ou les travaux d'aménagement de locaux pour autant qu'ils n'impliquent la solution d'aucun problème de stabilité proprement dit, et ne s'accompagnent pas d'un changement d'utilisation ou de destination.

Section 2. — Actes et travaux dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune

Art. 6. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant pas l'objet d'une mesure de protection, sont dispensés, selon le cas, de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune, les travaux de transformation intérieurs et les travaux d'aménagement de locaux qui ne sont pas exonérés de permis en vertu de visés à l'article 5, 2°, pour autant qu'ils n'impliquent pas la modification du volume construit, ni de son aspect architectural.

Section 3. — Actes et travaux dispensés de l'intervention d'un architecte

Art. 7. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour les travaux de transformation intérieure et les travaux d'aménagement de locaux, pour autant que ces travaux n'impliquent la solution d'aucun problème de stabilité proprement dit, ni la modification du volume construit, ni de son aspect architectural.

3° het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van volgende inrichtingen of elementen :

a) de al dan niet verlichte verkeerstekens met inbegrip van het onderstel ervan, de portalen uitgezonderd, alsmede de beveiliging ervan tegen het verkeer;

b) de vaste of mobiele voorzieningen ter beperking van het verkeer en het parkeren;

c) de controlesystemen voor het parkeren of het verkeer zoals parkeermeters, uurmeters, radars, camera's;

c) de systemen voor het parkeren van tweewielers;

e) de bijbehorende elementen van al dan niet ondergrondse technische installaties zoals elektrische bedieningskasten voor verkeerslichten of straatverlichting, praatpalen, hydranten, bedieningskasten voor teledistributie;

f) de zitbanken, tafels, afvalbakken, telefooncellen, kleine fonteinen, plantenbakken, brievenbussen;

g) de installaties voor openbare verlichting;

h) de wachthuisjes voor de reizigers aan de halten van het openbaar vervoer voorzover hun hoogte 2,50 meter niet overschrijdt;

4° het aanbrengen of het wijzigen van verkeerstekens op de grond;

5° het plaatsen of wijzigen van verkeersdrempels die niet op het primair wegennet liggen;

6° onverminderd het voorafgaand bekomen van een wegtoelating, het plaatsen, van een niet overdekt seizoensterras in de horeca, voorzover de oppervlakte ervan 50 m² niet overschrijdt en er een hindernisvrije doorgang behouden blijft over minstens één derde van de breedte van de voor de voetgangers gereserveerde ruimte, met een minimum van 2 meter;

HOOFDSTUK III

Verbouwings- en geschiktmakingswerken binnen het gebouw

Deel 1. — Handelingen

en werken vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning

Art. 5. Voorzover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning, dat zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is en zij geen wijziging inhouden van het aantal of van de indeling van de woningen wanneer het om een woongebouw gaat, of van de kamers wanneer het een hotel betreft, en zij geen wijziging inhouden van het bouwvolume evenmin als van het architecturaal aanzicht van het gebouw, worden de volgende handelingen en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° het plaatsen van sanitaire, elektrische, verwarmings-, isolerings- of verluchtingsinstallaties;

2° de verbouwingswerken binnen het gebouw of de werken voor de geschiktmaking van de lokalen voorzover ze geen oplossing van een eigenlijk stabiliteitsprobleem met zich meebrengen, en niet gepaard gaan met een vergunning voor de verandering van gebruik of van bestemming.

Deel 2. — Handelingen en werken vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente

Art. 6. Worden vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente, voorzover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, de verbouwingswerken binnen een gebouw en de werken voor de geschiktmaking van lokalen die niet zijn vrijgesteld van vergunning overeenkomstig artikel 5, 2°, voorzover zij geen wijziging inhouden van het bouwvolume evenmin als van het architecturaal aanzicht van het gebouw.

Deel 3. — Handelingen en werken vrijgesteld van de medewerking van een architect

Art. 7. De medewerking van een architect is niet vereist voor de verbouwingswerken binnen het gebouw of de werken voor de geschiktmaking van de lokalen voor wanneer ze dezelfde kleur als de gevel hebben of doorschijnend zijn; en geen wijziging van het bouwvolume noch van het architecturaal aanzicht inhouden.

CHAPITRE IV. — *Changement de destination ou d'utilisation**Section 1^{re} — Actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme*

Art. 8. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, les actes et travaux suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

1° la modification de la destination d'une partie d'un logement en vue de permettre l'activité d'une profession libérale, en ce compris les professions médicales et paramédicales, ou d'une entreprise de service intellectuel exercée de manière isolée, sans préjudice du personnel d'exécution, pour autant que la superficie de plancher affectée à ces activités soit inférieure ou égale à 75 m² et que ces activités soient :

- soit accessoires à la résidence principale de la personne exerçant l'activité;

- soit accessoires à la résidence principale d'un des associés ou administrateurs de la personne morale exerçant cette activité.

2° la modification de la destination indiquée dans le permis de bâtir ou d'urbanisme de certaines pièces destinées au logement (cuisine, salon, salle à manger, salle de bain, grenier, chambres, véranda,...), à la condition que ces pièces restent affectées au logement et qu'elle ne modifie pas le nombre ou la répartition des logements;

3° la modification de la destination d'une ou de plusieurs pièces d'un bien, en vue d'y placer des installations techniques, visées à l'article 14, 11°, 12°, 15° pour autant que la destination principale du bien ne soit pas modifiée;

Section 2. — Actes et travaux dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune.

Art. 9. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, sont dispensés, selon le cas, de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune :

1° la modification de la destination d'une partie d'un logement en commerce, en activité productive ou en équipement d'intérêt collectif ou de service public, pour autant que la superficie de plancher affectée à ces activités soit inférieure ou égale à 200 m² et soit limitée à 45 % de la superficie totale du logement existant et que ces activités soient :

- soit accessoires à la résidence principale de la personne exerçant l'activité;

- soit accessoires à la résidence principale d'un des associés ou administrateurs de la personne morale exerçant cette activité.

2° la modification de la destination d'un commerce, d'une activité productive, d'un équipement d'intérêt collectif ou de service public, ou d'un bureau en logement, dans le respect du Titre II « Normes d'habitabilité » du règlement régional d'urbanisme;

3° la modification de la destination d'un commerce, d'un bureau, d'une activités productives ou d'un équipement d'intérêt collectif ou de service public, en l'une de ces affectations pour autant que la superficie de plancher concernée par cette modification ne dépasse pas 200 m²;

4° la modification de l'utilisation soumise à permis, pour autant que la superficie de plancher concernée par cette modification ne dépasse pas 200 m².

5° la modification de la destination d'une partie d'un logement en vue de permettre l'activité d'une profession libérale, en ce compris les professions médicales et paramédicales, ou d'une entreprise de service intellectuel exercée de manière isolée, sans préjudice du personnel d'exécution, pour autant que la superficie de plancher affectée à ces activités soit supérieure à 75 m² et inférieure ou égale à 200 m² et soit limitée à 45 % de la superficie totale du logement existant et que ces activités soient :

- soit accessoires à la résidence principale de la personne exerçant l'activité;

- soit accessoires à la résidence principale d'un des associés ou administrateurs de la personne morale exerçant cette activité.

HOOFDSTUK IV. — *Verandering van bestemming of van gebruik**Deel 1. — Handelingen*

en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning

Art. 8. Voorzover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, worden de volgende handelingen en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° de wijziging van de bestemming van een deel van een woning om er de uitoefening van een vrijberoep mogelijk te maken, wat betreft de medische of paramedische beroepen, of van een op geïsoleerde wijze uitgevoerde onderneming voor intellectuele dienstverlening, onverminderd het uitvoeringspersoneel, voor zover de voor deze activiteiten bestemde vloeroppervlakte minder is dan of gelijk is aan 75 m² en dat deze activiteiten :

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van de persoon die de activiteit uitoefent;

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van één der vennoten of bestuurders van de rechtspersoon die deze activiteit uitoefent.

2° de wijziging van de in de bouw- of stedenbouwkundige vergunning vermelde bestemming van bepaalde, voor huisvesting bestemde kamers (keuken, zitkamer, eetkamer, badkamer, zolder, slaapkamer, veranda,...), op voorwaarde dat deze kamers voor huisvesting bestemd blijven en ze het aantal of de indeling van de woningen niet wijzigt;

3° de wijziging van de bestemming van één of meerdere kamers van een goed om er de onder artikel 14, 11°, 12°, 15° bedoelde technische installaties in onder te brengen voor zover de hoofdbestemming van het goed niet gewijzigd wordt;

Deel 2. — Handelingen en werken vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente

Art. 9. Worden vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente, voor zover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is :

1° de wijziging van de bestemming van een deel van een woning als handelszaak, als productieactiviteit of als gebied van voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten, voor zover de aan deze activiteiten gewijde vloeroppervlakte minder is dan of gelijk is aan 200 m² en beperkt wordt tot 45 % van de totale oppervlakte van de woning en dat deze activiteiten :

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van de persoon die de activiteit uitoefent;

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van één der vennoten of bestuurders van de rechtspersoon die deze activiteit uitoefent.

2° de wijziging van de bestemming van een handelszaak, van een productieactiviteit, van een voorziening van collectief belang of van openbare diensten of van een kantoor als woning, met inachtneming van Titel II "Bewoonbaarheidsnormen" van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening;

3° de wijziging van de bestemming van een handelszaak van een kantoor, productieactiviteit of voorziening van collectief belang of van openbare diensten tot een van deze bestemmingen, voor zover de bij deze wijziging betrokken vloeroppervlakte niet meer bedraagt dan 200 m²;

4° de wijziging van het aan vergunning onderworpen gebruik, voorzover de bij deze wijziging betrokken vloeroppervlakte niet meer bedraagt dan 200 m².

5° de wijziging van de bestemming van een deel van een woning om er de uitoefening van een vrijberoep mogelijk te maken, met inbegrip van de medische of paramedische beroepen, of van een op geïsoleerde wijze uitgevoerde onderneming voor intellectuele dienstverlening, onverminderd het uitvoeringspersoneel, voor zover de voor deze activiteiten bestemde vloeroppervlakte meer is dan 75 m² en minder dan of gelijk aan 200 m² en beperkt blijft tot 45 % van de totale oppervlakte van de bestaande woning en dat deze activiteiten :

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van de persoon die de activiteit uitoefent;

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van één der vennoten of bestuurders van de rechtspersoon die deze activiteit uitoefent.

Section 3. — Actes et travaux dispensés de l'intervention d'un architecte

Art. 10. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour la modification de l'utilisation ou de la destination de tout ou partie d'un bien si cette modification ne nécessite pas de travaux ou si les travaux de transformation intérieurs ou d'aménagement de locaux n'impliquent la solution d'aucun problème de stabilité.

CHAPITRE V. — *Démolition sans reconstruction*

Section 1^{re} — Actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme

Art. 11. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, la démolition sans reconstruction de constructions accessoires est dispensée de permis d'urbanisme pour autant :

a) que la démolition n'implique la solution d'aucun problème de stabilité des constructions maintenues;

b) que le ragréage des éventuels murs découverts soit assuré;

c) que leur superficie au sol soit inférieure à 100 m²;

d) qu'elles soient remplacés par des espaces de cours et jardins;

e) qu'elles ne soient pas visibles depuis les espaces publics.

Section 2. — Actes et travaux dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune

Art. 12. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, sont dispensés, selon le cas, de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune, la démolition sans reconstruction de constructions accessoires qui ne sont pas exonérées de permis en vertu de l'article 11.

Section 3. — Actes et travaux dispensés de l'intervention d'un architecte

Art. 13. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour la démolition de constructions accessoires à la construction principale, accolées ou isolées, pour autant qu'elle n'implique la solution d'aucun problème de stabilité des constructions maintenues.

CHAPITRE VI. — *Aménagements et modifications extérieures*

Section 1^{re} — Actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme

Art. 14. A. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, les actes et travaux suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

1° Dans la zone de cours et jardins et dans la zone de recul, pour autant qu'il ne s'ensuive aucune modification sensible du relief de sol :

a) les aménagements tels que les chemins, les terrasses, les clôtures, ainsi que le placement d'équipements à usage domestique, récréatifs ou décoratifs, conformes à une destination de ces zones, pour autant :

- que, dans la zone de recul, leur hauteur totale n'excède pas 1,00 m;

- que, dans la zone de cours et jardin, leur hauteur totale n'excède pas 3,00 m ni des plans inclinés à 45° sur l'horizontale prenant naissance au sommet des clôtures mitoyennes; cette hauteur peut être portée à 4,50 m pour le placement d'appareillages nécessaires à la pratique des jeux, dans un espace vert public ou un équipement d'intérêt collectif ou de service public;

- que, dans le cas de citernes, regards, canalisations, câblages, etc., ils soient placés sous le niveau du sol;

- que, dans le cas d'une piscine non couverte, elle soit située dans la zone de cours et jardins et que sa superficie n'excède pas 20 m². Elle doit en outre être située à une distance minimum de 2 mètres des propriétés voisines;

Deel 3. — Handelingen

en werken vrijgesteld van de medewerking van een architect

Art. 10. De medewerking van een architect is niet verplicht voor de wijziging van gebruik of van bestemming van het geheel of van een deel van een goed indien voor deze wijziging geen werken vereist zijn of indien de verbouwingswerken binnen het gebouw en de werken voor de geschiktmaking van lokalen geen oplossing van een eigenlijk stabiliteitsprobleem met zich meebrengen.

HOOFDSTUK V. — *Afbraak zonder wederopbouw*

Deel 1. — Handelingen

en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning

Art. 11. Wordt vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning, voorzover zij niet afwijkt van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, de afbraak zonder wederopbouw van bijgebouwen voorzover :

a) de afbraak geen oplossing van een stabiliteitsprobleem voor de behouden gebouwen met zich meebrengt;

b) de afpleistering van de eventuele blote muren verzekerd wordt;

c) hun grondoppervlakte minder bedraagt dan 100 m²;

d) vervangen worden door ruimten van koeren en tuinen;

e) zij niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte.

Deel 2. — Handelingen en werken vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente

Art. 12. Worden, naar gelang het geval, vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente, voorzover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, de afbraak zonder wederopbouw van ondergeschikte constructies die niet van een vergunning zijn vrijgesteld krachtens artikel 11.

Deel 3. — Handelingen

en werken vrijgesteld van de medewerking van een architect

Art. 13. De medewerking van een architect is niet vereist voor de afbraak van aan het hoofdgebouw toegevoegde bijgebouwen, erregen of vrijstaand, voorzover zij geen oplossing van een stabiliteitsprobleem voor de behouden gebouwen met zich meebrengt.

HOOFDSTUK VI. — *Aanpassingen en wijzigingen aan de buitenkant van het gebouw*

Deel 1. — Handelingen

en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning

Art. 14. A. Voorzover zij niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, worden de volgende handelingen en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° In het gebied van koeren en tuinen en in de achteruitbouwstrook, voorzover er geen gevoelige wijziging van het bodemreliëf uit voortvloeit :

a) de inrichtingen zoals wegen, terrassen, omheiningen evenals de plaatsing van voorzieningen voor huishoudelijk, recreatief of decoratief gebruik; overeenkomstig een bestemming van deze gebieden, voorzover :

- in de achteruitbouwstrook, de totale hoogte niet meer bedraagt dan 1,00 m;

- in het gebied van koeren en tuinen, de totale hoogte niet meer bedraagt dan 3,00 m noch de hellende vlakken van 45° op de horizontale lijn die van de mandelige afsluitingen uitgaat overschrijdt; deze hoogte kan op 4,50 m worden gebracht voor de plaatsing van toestellen die nodig zijn voor het uitoefenen van spelen, in een openbare groene ruimte of een voorziening van collectief belang of van openbare diensten;

- in het geval van regenputten, mangaten, kanaliseringen, bekabelingen, enz., ze ondergronds worden geplaatst;

- in het geval van een niet overdekt zwembad, het in het gebied van koeren en tuinen wordt geplaatst en de totale oppervlakte niet meer bedraagt dan 20 m². Zij moet daarenboven op een afstand van 2 meter van de aanpalende eigendommen gelegen zijn;

b) la construction d'un bâtiment accessoire, isolé du bâtiment principal ou de ses annexes et qui n'est pas destiné à l'habitation, pour autant :

- qu'il soit situé dans la zone de cours et jardins;

- que sa superficie, en ce compris la projection au sol de sa toiture, n'excède pas 9 m²;

- que sa hauteur totale n'excède pas 3,00 m ni des plans inclinés à 45° sur l'horizontale prenant naissance au sommet des clôtures mitoyennes.

2° Le placement en toiture, qui présente une pente inférieure à 45° par rapport à l'horizontal, de lanternes, de fenêtres de toit, de verrières ou de capteurs solaires réalisés dans le plan de la toiture, pour autant :

- que, s'il s'agit d'une toiture inclinée, leur superficie cumulée n'excède pas 20 % de la superficie du versant de toiture;

- que, s'il s'agit d'une toiture inclinée, le versant de toiture concerné ne soit pas situé dans le périmètre de protection d'un bien classé;

3° le placement en façade de dispositifs techniques ou décoratifs usuels à usage domestique (numéro de police, sonnettes, boîtiers divers d'une superficie verticale inférieure à 0,1 m², supports de plantes grimpances ou de bacs à plantes, dispositifs d'éclairage extérieur, boîtes aux lettres, etc.), pour autant que leur saillie soit inférieure à 12 cm;

4° le placement d'antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé, pour autant qu'elles ne soient pas visible depuis l'espace public :

- soit en toiture si leur couleur est identique à celle du revêtement de la toiture ou transparente;

- soit en façade si leur couleur est identique à celle du revêtement de la façade ou transparente.

- qu'elles aient un diamètre inférieur ou égal à 80 cm;

5° Le placement de cheminées ou conduites d'aération à usage domestique, tuyaux de descentes d'eau de pluie, marquises, volets pour autant que ces dispositifs ne soient pas visible depuis l'espace public;

6° le remplacement des châssis, vitrines commerciales, portes d'entrée, portes cochères et portes de garage, pour autant :

- que les formes initiales, en ce compris les cintrages, divisions apparentes et parties ouvrantes et dormantes, soient maintenues;

- que l'aspect architectural du bâtiment ne soit pas modifié;

- que la façade concernée ne soit pas située dans le périmètre de protection d'un bien classé.

7° la création, la suppression ou la modification des baies et châssis, pour autant :

- que la façade concernée ne soit pas située dans le périmètre de protection d'un bien classé;

- que ces baies ne soient pas visibles depuis l'espace public;

- que les travaux n'impliquent la solution d'aucun problème de stabilité.

8° l'abattage d'arbres à haute tige conforme à l'aménagement arrêté en application d'un plan de gestion ou d'un règlement de gestion adoptés en vertu de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature;

9° l'abattage d'arbres morts;

10° dans une zone de parcs ou de cimetière, la modification du revêtement des chemins, le placement et le remplacement de bancs, tables, poubelles, bacs à plantation, la restauration des berges des étangs et rivières ou la modification du niveau des étangs;

11° Placer des antennes émettrices et/ou réceptrices de télécommunication, à l'exclusion des antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé, accolées à une façade existante, maximum une par 6 m courant de façade ou à un pignon existant, maximum une par pignon ou sur une cheminée, maximum une par cheminée, à condition :

- que ces antennes aient une couleur identique au revêtement de la façade, du pignon ou de la cheminée;

b) de constructie van een nevengebouw, vrijstaand van het hoofd- of de bijgebouwen en dat niet voor bewoning bestemd is, voor zover :

- het gebied van koeren en tuinen gelegen is;

- zijn oppervlakte, met inbegrip van het projectievlak van het dak op de grond, niet meer bedraagt van 9 m²;

- zijn totale hoogte niet meer bedraagt dan 3,00 m noch de hellende vlakken van 45° op de horizontale lijn die van de mandelige afsluitingen uitgaat overschrijdt.

2° De plaatsing op een dak met een helling van minder dan 45° tegenover de waterpaslijn, van lichtkoepels, dakvensters, glasramen of zonnecollectoren, in het vlak van het dak, voorzover :

- wanneer het om een hellend dak gaat, hun gecumuleerde oppervlakte niet meer bedraagt dan 20 % van het dakvlak;

- wanneer het om een hellend dak gaat, het kwestieuze dakvlak niet gelegen is in de beschermingsperimeter van een beschermd goed.

3° de plaatsing, tegen de gevel, van technisch of decoratief materieel voor huishoudelijk gebruik (huisnummers, bellen, diverse kasten met een verticale oppervlakte van minder dan 0,1 m², steunen voor klimplanten of bloembakken, installatie voor buitenverlichting, brievenbussen, enz.) voorzover hun uitsprong minder bedraagt dan 12 cm;

4° de plaatsing van paraboolantennes, voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik voorzover ze niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte :

- hetzij op het dak wanneer ze dezelfde kleur als de gevel hebben of doorschijnend zijn;

- hetzij tegen de gevel, wanneer ze dezelfde kleur als de gevel hebben of doorschijnend zijn;

- en hun binnendiameter 80 cm of minder bedraagt;

5° de plaatsing van schouwen of luchtkokers voor huishoudelijk gebruik, regenpijpen, markezen, luiken, voorzover die inrichtingen niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte;

6° de vervanging van ramen, winkelramen, inkomdeuren, inrij- en garagepoorten, voorzover :

- de oorspronkelijke vormen, met inbegrip van de welvingen, zichtbare indelingen en de raamstijlen en -vleugels behouden blijven;

- het architecturaal aanzicht van het gebouw niet gewijzigd wordt;

- desbetreffende gevel niet gelegen is in de beschermingsperimeter van een beschermd goed.

7° het aanbregen, wegwerken of wijzigen van openingen en ramen, voor zover :

- desbetreffende gevel niet gelegen is in de beschermingsperimeter van een beschermd goed;

- deze openingen niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte;

- de werken niet de oplossing van een stabiliteitsprobleem inhouden;

8° Het vellen van hoogstammen overeenkomstig de ordening vastgelegd bij toepassing van een beheersplan of een beheersverordening goedgekeurd krachtens de ordonnantie van 27 april 1995 inzake het behoud en de bescherming van de natuur;

9° Het vellen van dode bomen;

10° In een park- of begraafplaatsgebied, de wijziging van het wegdek, de plaatsing en de vervanging van banken, tafels, vuilnisbakken, plantenbakken, de restauratie van de oevers van vijvers en rivieren of de wijziging van het waterniveau van vijvers;

11° De plaatsing van zend- of ontvangstantennes voor telecommunicatie, uitgezonderd paraboolantennes voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik, tegen een bestaande gevel, maximum één per 6 strekkende meter gevel of tegen een bestaande topgevel, maximum één per topgevel of op een schouw, maximum één per schouw, op voorwaarde dat :

- deze antennes dezelfde kleur hebben als de gevel, de topgevel of de schouw,

- qu'elles aient une saillie inférieure à 12 cm par rapport au nu du mur, une hauteur inférieure à 40 cm et une largeur inférieure à 8 cm;

- que les installations techniques liées à ces antennes soient implantées dans le bâtiment ou en sous-sol;

- que ces antennes ne modifient pas l'aspect architectural du bâtiment.

12° Placer des antennes émettrices et/ou réceptrices de télécommunication, à l'exclusion des antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé, sur le toit plat ou la partie plate du toit d'un immeuble de plus de trois niveaux hors sol, à condition :

- que les antennes y compris leur support aient une hauteur totale inférieure à 1,5 m;

- qu'elles soient implantées à plus de 3 m des rives de la toiture plate;

- qu'elles ne soient pas visibles depuis l'espace public immédiat;

- et que les installations techniques liées à ces antennes soient implantées dans le bâtiment ou en sous-sol.

13° Remplacer des antennes en lieu et place des antennes émettrices et/ou réceptrices de télécommunication et les installations techniques y afférentes dûment autorisées, installées sur un toit, sur un mât implanté en toiture ou accolées à un étage technique, par des dispositifs similaires à condition :

- que la hauteur totale incluant leur mât de support ne soit pas augmentée;

- que la hauteur, la largeur et l'épaisseur des antennes ne soient pas supérieures à 20 % à celles autorisées initialement;

- que les nouvelles installations techniques doivent avoir des dimensions identiques ou inférieures à celles remplacées;

- que les nouvelles antennes ne modifient pas l'aspect architectural du bâtiment;

14° le remplacement d'antennes existantes des réseaux de téléphonie mobile GSM et/ou DCS 1800, dûment autorisées, par des antennes de type « multibande » (GSM/DCS 1800/UMTS), dont les dimensions ne dépassent pas 2600/320/150 mm, et pour autant que la hauteur de l'ensemble constitué par les antennes et leur support n'augmente pas et qu'il n'y ait pas d'accroissement du nombre d'antennes sur un même support.

15° Placer les installations techniques liées aux antennes qui sont soit dispensées de permis d'urbanisme, soit de l'avis de la commune, à condition que ces installations soient placées en sous-sol ou dans un bâtiment existant.

B. Les actes et travaux suivants sont dispensés de permis d'urbanisme, même s'ils impliquent une dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir :

§ 1^{er} Placer des antennes émettrices et/ou réceptrices de télécommunication, à l'exclusion des antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé, sur un pylône existant, à l'exception des poteaux d'éclairage public, déjà dûment affecté à cet usage, ancré au sol, à condition que les antennes n'aient pas une saillie de plus d'1 mètre par rapport à la structure du pylône et qu'elles n'augmentent pas la hauteur du pylône;

§ 2 Placer des antennes émettrices et/ou réceptrices de télécommunication ainsi que leur mâts de support, sur une plate-forme ou partie de toit plat destinée à recevoir des installations techniques de télécommunication pour laquelle un permis d'urbanisme, fixant le volume dans lequel les antennes peuvent être placées, a été délivré à condition que les antennes y compris leur mât de support respectent le permis d'urbanisme délivré.

Section 2. — Actes et travaux dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou de la commune

Art. 15. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, sont dispensés, selon le cas, de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune :

1° les actes et travaux pour lesquels un règlement d'urbanisme impose un permis, alors qu'il n'est pas imposé par l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

- dat ze een uitsprong hebben van minder dan 12 cm ten opzichte van het vlakke deel van de gevel, een hoogte van minder dan 40 cm en een breedte van minder dan 8 cm;

- de aan deze antennes verbonden technische installatie in het gebouw of ondergronds wordt aangebracht;

- de antennes het architecturaal aanzicht van het gebouw niet wijzigen.

12° De plaatsing van zend- of ontvangstantennes voor telecommunicatie, met uitzondering van de parabolantennes voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik, op het plat dak of plat gedeelte van het dak van een gebouw van meer dan drie bovengrondse niveaus, op voorwaarde dat :

- de antennes, met inbegrip van hun drager, een hoogte hebben van minder dan 1,5 m;

- ze aangebracht worden op meer dan 3 m van het dakrandprofiel van het plat dak;

- dat ze niet zichtbaar zijn vanaf de dichtsbijzijnde openbare ruimte;

- ze aangebracht worden op meer dan 3 m van het dakrandprofiel van het plat dak.

13° De vervanging, op dezelfde plaats, van antennes voor telecommunicatie en hun naar behoren toegelaten technische installaties, geplaatst, op een dak, op een op het dak of tegen een technische gevel vastgemaakte mast, door gelijkaardige apparatuur op voorwaarde dat :

- de totale hoogte, met inbegrip van de draagmast, niet vergroot;

- de hoogte, de breedte en de dikte van de antennes de oorspronkelijk toegelaten afmetingen met niet meer dan 20 % overschrijden;

- de nieuwe technische installaties dezelfde of kleinere afmetingen hebben van de vervangen installaties;

- de nieuwe antennes het architecturaal aanzicht van het gebouw niet wijzigen;

14° Het vervangen van de bestaande en behoorlijk vergunde antennes van de mobiele telefoonnetwerken van het type GSM en/of DCS 1800 door antennes van het type « multiple band » (GSM/DCS 1800/UMTS) met maximale afmetingen van 2600/320/150 mm en voor zover de hoogte van de steun niet toeneemt en er geen stijging is van het aantal antennes op eenzelfde steun.

15° De plaatsing van de technische installaties, gekoppeld aan de antennes, die zijn vrijgesteld van hetzij een stedenbouwkundige vergunning hetzij het advies van de gemeente, op voorwaarde dat deze installaties ondergronds of in een bestaand gebouw worden geplaatst.

B. De volgende handelingen en werken zijn vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning, zelfs indien ze een afwijking van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsverordening inhouden :

§ 1. De plaatsing van zend- of ontvangstantennes voor telecommunicatie, uitgezonderd de parabolantennes voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik, op een hiervoor reeds behoorlijk bestemde en op de grond verankerde pyloon, uitgezonderd de openbare verlichtingspalen, op voorwaarde dat de antennes geen uitsprong hebben van meer dan 1 meter ten opzichte van de structuur van de pyloon en ze de hoogte van de pyloon niet vergroten;

§ 2. De plaatsing van zend- of ontvangstantennes voor telecommunicatie evenals hun draagmasten, op een platform of gedeelte van een plat dak bestemd voor technische telecommunicatie-installaties waarvoor in dat opzicht een stedenbouwkundige vergunning werd afgegeven, waarin het volume werd vastgesteld waarin de antennes geplaatst mogen worden, op voorwaarde dat de antennes, met inbegrip van hun draagmast, de afgegeven stedenbouwkundige vergunning naleven.

Deel 2. — Handelingen en werken vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente

Art. 15. Voorzover ze niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen voorwerp van een beschermingsmaatregel zijn, zijn de volgende handelingen en werken, naargelang het geval, vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van de gemeente :

1° de handelingen en werken waarvoor een vergunning wordt opgelegd door een stedenbouwkundige verordening, terwijl dit niet het geval is voor de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

2° toute construction d'une annexe accolée à la construction principale pour autant qu'elle soit limitée à un niveau et que sa hauteur n'excède pas 3,50 m par rapport au niveau du jardin mitoyen à cet endroit, pour le côté le plus bas;

3° la construction d'un mur de séparation entre deux propriétés;

4° a) placer des antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé non visées à l'article 14;

b) placer des antennes, à l'exclusion des antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé, mâts, pylônes, éoliennes et autres structures similaires, non visées à l'article 14, soit si ces éléments sont ancrés au sol, à une distance de la propriété voisine au moins égale à leur hauteur totale et dans la mesure où ils ne sont pas visibles depuis l'espace public, soit si ces éléments sont implantés sur une toiture plate ou la partie plate d'une toiture à une hauteur totale de 3 m maximum par rapport à la toiture et à une distance minimale de 3 m des façades et pignons du bâtiment sur lequel sont implantés ces éléments;

c) Placer des antennes émettrices et/ou réceptrices de télécommunication, à l'exclusion des antennes paraboliques destinées à la réception d'émissions de télévision et à usage privé, sur un pylône existant, non visé à l'article 14, B, § 1^{er}, ainsi que les installations techniques y afférentes;

5° le placement de panneaux capteurs solaires non visés à l'article 14, à condition qu'ils ne dépassent pas de plus de 20 cm le plan de la toiture d'un bâtiment existant;

6° dans la mesure où elles se situent en dehors des zones d'intérêt culturel, historique ou esthétique ou d'embellissement et des espaces structurants du plan régional d'affectation du sol et ne sont pas repris à l'inventaire :

a) les modifications de toitures pour autant que la typologie existante soit sauvegardée et que la surhausse ou l'abaissement n'excède pas 50 % centimètres au droit des façades;

b) les installations de lucarnes sur maximum un niveau et ne présentant pas un développement total en façade supérieur à la moitié de la largeur de celle-ci;

c) la modification de baies et de châssis non visée à l'article 14 ci-dessus;

d) l'installation de fenêtres de toit réalisées dans le plan de la toiture non visées par l'article 14 ci-dessus;

7° l'aménagement, par propriété, d'un terrain de sport non couvert dans la mesure où il est distant d'au moins 3,00 mètres de toute limite de propriété et que ses dimensions ne dépassent pas 45,00 x 25,00 mètres;

8° le placement de citernes à eau ou combustibles non enfouies pour autant que ces dispositifs soient en rapport avec l'infrastructure nécessaire à l'aménagement de la propriété et non destinés à une activité commerciale;

9° les travaux d'aménagement conformes à la destination normale d'un jardin, qui ne sont pas exonérés du permis en vertu de l'article 14, 1°;

10° l'abattage d'arbres à haute tige qui n'est pas exonérés de permis en vertu de l'article 14, 8° et 9°;

11° l'utilisation habituelle d'un terrain pour :

a) le placement d'une seule installation mobile pouvant être utilisée pour l'habitation;

b) l'aménagement d'une aire de stationnement ou de dépôt de moins de 10 véhicules ou d'un dépôt de moins de 60 m³ de mitraille ou de matériaux;

12° la construction d'une piscine autre que celles visées à l'article 14, 1°;

13° dans une zone de parcs ou de cimetière, le tracé des chemins, le placement et le remplacement de dispositifs d'éclairage public.

Section 3. — Actes et travaux dispensés de l'intervention d'un architecte

Art. 16. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour :

1° toute construction isolée accessoire qui n'est pas destinée à l'habitation, au commerce ou à l'industrie, aux conditions fixées à l'article 14, 1°, b);

2° l'édification de clôtures ou d'un mur de séparation entre deux propriétés;

2° elke constructie van een bijgebouw tegen het hoofdgebouw voorzover ze tot één niveau beperkt blijft en haar hoogte geen 3,50 m overschrijdt in verhouding tot het niveau van de mandelige tuin op die plaats, voor de laagste kant;

3° de bouw van een scheidingmuur tussen twee eigendommen;

4° a) de plaatsing van paraboolantennes voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik en niet bedoeld onder artikel 14;

b) de plaatsing van antennes, uitgezonderd paraboolantennes voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik, masten, pylonen, windmolens en andere gelijkaardige structuren, niet bedoeld onder artikel 14, hetzij wanneer deze elementen op de grond worden verankerd, op een afstand van de naastliggende eigendom die minstens gelijk is aan hun totale hoogte en in de mate dat ze niet zichtbaar zijn vanaf de openbare ruimte, hetzij wanneer deze elementen op een plat dak of op het platte deel van een dak worden bevestigd op een totale hoogte van maximum 3 m ten opzichte van het dak en op een minimumafstand van 3 m van de gevels en topgevels van de gebouwen waarop deze elementen bevestigd zijn;

c) de plaatsing van zend- en/of ontvangstantennes voor telecommunicatie, uitgezonderd de paraboolantennes voor de ontvangst van televisieprogramma's en voor privé-gebruik op een bestaande pyloon, niet bedoeld onder artikel 14, B, § 1, alsook van de technische installaties die erop betrekking hebben;

5° de plaatsing van zonnepanelen, niet bedoeld onder artikel 14, op voorwaarde dat zij het dakvlak van een bestaand gebouw met niet meer dan 20 cm overschrijden;

6° in de mate dat ze buiten gebieden van culturele, historische of culturele waarde of voor stadsverfraaiing en de structurende gebieden van het gewestelijk bestemmingsplan gelegen zijn en niet in de inventaris opgenomen zijn :

a) de wijzigingen aan daken voorzover de bestaande typologie behouden blijft en de verhoging of verlaging niet meer dan 50 % bedraagt ter hoogte van de gevels;

b) het plaatsen van dakkapellen van maximum één niveau en die niet meer dan de helft van de breedte van de gevel in beslag nemen;

c) de wijzigingen van de openingen en lijstwerken niet bedoeld onder bovengenoemd artikel 14;

d) de plaatsing van dakramen in het dakvlak, niet bedoeld onder bovengenoemd artikel 14;

7° het aanleggen, per eigendom, van een niet overdekt sportterrein voor zover het zich minstens op 3,00 meter van elke eigendomsgrens bevindt en de afmetingen ervan 45,00 x 25,00 meter niet overschrijden;

8° het niet ondergronds plaatsen van water- of brandstofketels voor zover die installaties verbonden zijn met de infrastructuur die nodig is voor de ordening van de eigendom en niet voor een handelsactiviteit bestemd zijn;

9° de aanlegwerken overeenkomstig de gewoonlijke bestemming van een tuin, die krachtens artikel 14, 1° van de vergunning vrijgesteld zijn;

10° het vellen van hoogstammen dat krachtens artikel 14, 8° en 9° niet van vergunning is vrijgesteld;

11° het gewoonlijk gebruik van een terrein voor :

b) de plaatsing van één enkele mobiele installatie die voor bewoning kan worden gebruikt;

b) de aanleg van een parkeer- of opslagzone voor minder dan 10 voertuigen of van een opslagplaats van minder dan 60 m³ schroot of materialen;

12° de bouw van een ander zwembad dan die bedoeld onder artikel 14, 1°;

13° In een park- of begraafplaatsgebied, het tracé van de wegen, de plaatsing en de vervanging van openbare verlichtingsinstallaties.

Deel 3. — Handelingen

en werken vrijgesteld van de medewerking van een architect

Art. 16. De medewerking van een architect is niet verplicht voor :

1° elk alleenstaand bijgebouw dat niet bestemd is voor bewoning, handel of industrie, onder de in artikel 14, 1°, b), vastgelegde voorwaarden;

2° het optrekken van afsluitingen of van een scheidingmuur tussen twee eigendommen;

3° l'installation d'antennes, mâts, pylônes, éoliennes et autres structures similaires ainsi que l'installation d'antennes paraboliques ou de capteurs solaires pour autant qu'elle n'implique pas la solution d'un problème de stabilité;

4° la construction d'une piscine ou d'un terrain de sport non couverts;

5° la modification des baies ou châssis pour autant qu'elle n'implique pas la solution d'un problème de stabilité;

6° les actes et travaux indiqués à l'article 84, § 1^{er}, 6°, 7°, 8°, 9° et 10°, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.

CHAPITRE VII. — Enseignes et publicités

Section 1^{re} — Actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme

Art. 17. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, les actes et travaux suivants sont dispensés de permis d'urbanisme :

1° le placement de panneaux de chantiers ou de panneaux immobiliers;

2° le placement d'enseignes à l'exclusion :

- des enseignes placées en zone interdite au Règlement régional d'urbanisme;

- des enseignes dans un périmètre de protection visé aux articles 23 et 29 de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ou à défaut de pareil périmètre, dans un périmètre de 20 m autour d'un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde ou en cours d'inscription ou de classement;

3° le placement d'enseignes événementielles;

4° le placement de dispositifs de publicité non lumineuse égaux ou inférieurs à 1m², placés aux rez-de-chaussée occupés par des commerces;

5° le placement en voirie de chevalets;

6° les dispositifs de publicité sur mobilier urbain et sur édicules d'une surface inférieure à 0,25 m² et les dispositifs de publicité événementielle.

Section 2. — Actes et travaux dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou de la commune

Art. 18. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir et qu'ils ne sont pas relatifs à un bien faisant pas l'objet d'une mesure de protection, sont dispensés, selon le cas, de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune :

1° l'installation, en dehors du domaine public en zone restreinte, générale ou élargie, de dispositifs de publicité non lumineux sur un mur mitoyen en attente, une clôture de chantier, ou une clôture de terrain non bâti;

2° le placement d'enseignes et de dispositifs de publicité associés à l'enseigne en zone générale ou élargie, sur les terrains bâtis affectés principalement au commerce ou à de l'industrie et se rapportant exclusivement à l'activité exercée dans ces immeubles.

Section 3. — Actes et travaux dispensés de l'intervention d'un architecte

Art. 19. Le concours d'un architecte n'est pas obligatoire pour le placement de dispositifs de publicité et d'enseigne.

CHAPITRE VIII. — Actes et travaux relatifs à un bien inscrit à l'inventaire dispensés de l'avis de la commission de concertation

Art. 20. Les actes et travaux relatifs à un bien inscrit à l'inventaire qui sont dispensés de l'avis du fonctionnaire délégué ou de l'avis de la commune en application des dispositions qui précèdent, sont dispensés de l'avis de la commission de concertation.

3° het plaatsen van antennes, masten, pylonen, windmolens en andere gelijksoortige structuren, alsook het plaatsen van paraboolantennes of zonnecollectoren voorzover ze niet de oplossing van een stabiliteitsprobleem inhouden;

4° het bouwen van een niet overdekt zwembad of sportterrein;

5° de wijziging van de openingen of lijstwerken voorzover ze niet de oplossing van een stabiliteitsprobleem inhouden;

6° de onder artikel 84, § 1°, 6°, 7°, 8°, 9° en 10° van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw vermelde handelingen en werken.

HOOFDSTUK VII. — Reclame en uithangborden

Deel 1. — Handelingen

en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning

Art. 17. Voorzover ze niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, zijn de volgende handelingen en werken vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning :

1° het plaatsen van vastgoedpanelen of werfpanelen;

2° het plaatsen van uithangborden, uitgezonderd :

- uithangborden geplaatst in een verboden gebied van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

- uithangborden binnen een beschermingsperimeter bedoeld onder de artikelen 23 en 29 van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed of, bij gebrek aan een dergelijke perimeteer, binnen een perimeteer van 20 m rondom een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven goed of waarvoor de procedure tot bescherming of bewaring geopend is;

3° de plaatsing van gelegenheidsuithangborden;

4° de plaatsing van niet-lichtgevende reclame-inrichtingen van 1 m² of minder, geplaatst op door handelszaken ingenomen gelijkvloerse verdiepingen;

5° de plaatsing langs de weg van schragen;

6° de reclame-inrichtingen op stadsmeubilair of kiosken met een oppervlakte van minder dan 0,25 m² en de inrichtingen voor gelegenheidsreclame.

Deel 2. — Handelingen en werken vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van het advies van de gemeente

Art. 18. Voorzover ze niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning en zij geen uitstaans hebben met een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, zijn de volgende handelingen en werken, naargelang het geval, vrijgesteld van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van de gemeente :

1° de plaatsing, buiten het openbaar domein, in beperkt, algemeen of uitgebreid gebied, van niet-lichtgevende reclame-inrichtingen op een mandelige wachtmuur, een afsluiting van een bouwterrein of een afsluiting van een onbebouwd terrein;

2° de plaatsing van uithangborden en reclame-inrichtingen verwijzend naar het uithangbord in algemeen of uitgebreid gebied, op voornamelijk voor handel of industrie bestemde terreinen en die uitsluitend verwijzen naar de in deze gebouwen uitgevoerde activiteit.

Deel 3. — Handelingen

en werken vrijgesteld van de medewerking van een architect

Art. 19. De medewerking van een architect is niet verplicht voor de plaatsing van reclame-inrichtingen en uithangborden.

HOOFDSTUK VIII. — Handelingen en werken betreffende een in de inventaris opgenomen goed die zijn vrijgesteld van het advies van de overlegcommissie

Art. 20. De handelingen en werken aangaande een in de inventaris opgenomen goed die vrijgesteld zijn van het advies van de gemachtigde ambtenaar of van de gemeente bij toepassing van de voorgaande bepalingen, zijn vrijgesteld van het advies van de overlegcommissie.

TITRE III. — Les actes et travaux relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection

Art. 21. Pour autant qu'ils n'impliquent aucune dérogation à un plan d'affectation du sol, à un règlement d'urbanisme ou à un permis de lotir, les actes et travaux suivants, relatifs à un bien faisant l'objet d'une mesure de protection, sont dispensés de l'avis de la Commission royale des monuments et des sites :

1° les actes et travaux visés ci-dessous :

a) les travaux, actes et modifications temporaires nécessaires à l'exécution du chantier et pendant la durée nécessaire à l'exécution des travaux;

b) le placement d'installations à caractère social, culturel, récréatif ou événementiel, placés pour une durée maximale de trois mois, à l'exclusion des dispositifs de publicités et d'enseignes;

c) le placement de décorations événementielles, de manifestations ou de festivités, à l'exclusion des dispositifs de publicités et d'enseignes;

d) la modification de la destination d'une partie d'un logement en vue de permettre l'activité d'une profession libérale, en ce compris les professions médicales et paramédicales, ou d'une entreprise de service intellectuel exercée de manière isolée, sans préjudice du personnel d'exécution, pour autant que la superficie de plancher affectée à ces activités soit inférieure ou égale à 75 m² et que ces activités soient :

- soit accessoires à la résidence principale de la personne exerçant l'activité;

- soit accessoires à la résidence principale d'un des associés ou administrateurs de la personne morale exerçant cette activité;

e) la modification de la destination d'une partie d'un logement en vue de permettre l'activité d'une profession libérale, en ce compris les professions médicales et paramédicales, ou d'une entreprise de service intellectuel exercée de manière isolée, sans préjudice du personnel d'exécution, pour autant que la superficie de plancher affectée à ces activités soit supérieure à 75 m² et inférieure ou égales à 200 m² et soit limitée à 45 % de la superficie totale du logement existant et que ces activités soient :

- soit accessoires à la résidence principale de la personne exerçant l'activité;

- soit accessoires à la résidence principale d'un des associés ou administrateurs de la personne morale exerçant cette activité;

f) la modification de la destination indiquée dans le permis de bâtir ou d'urbanisme d'une ou de plusieurs pièces destinées au logement (cuisine, salon, salle à manger, salle de bain, grenier, chambres, véranda,...), à la condition que ces pièces restent affectées au logement et qu'elle ne modifie pas le nombre ou la répartition des logements;

g) le placement de panneaux de chantiers ou de panneaux immobiliers;

h) le placement d'enseignes à l'exclusion :

- des enseignes placées en zone interdite au Règlement régional d'urbanisme;

- des enseignes dans un périmètre de protection visées aux articles 23 et 29 de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ou à défaut de pareil périmètre, dans un périmètre de 20 m autour d'un bien classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde ou en cours d'inscription ou de classement;

i) le placement d'enseignes événementielles;

j) le placement de dispositifs de publicité non lumineuse égaux ou inférieurs à 1 m², placés aux rez-de-chaussée occupés par des commerces;

k) le placement en voirie de chevalets;

l) les dispositifs de publicité sur mobilier urbain et sur édifices d'une surface inférieure à 0,25 m² et les dispositifs de publicité événementielle;

2° la pose, le renouvellement ou le déplacement des dispositifs d'évacuation d'eau à savoir, les filets d'eau, les avaloirs, les taques, les égouts et collecteurs de moins d'1,25 m de diamètre intérieur;

3° la pose, le renouvellement ou le déplacement des câbles, conduites et canalisations situés dans l'espace public;

4° lorsqu'aucun élément intérieur de l'immeuble ne fait l'objet d'une mesure de protection :

TITEL III. — De handelingen en werken betreffende een goed dat het voorwerp is van een beschermingsmaatregel

Art. 21. Voorzover ze niet afwijken van een bestemmingsplan, van een stedenbouwkundige verordening of van een verkavelingsvergunning zijn de volgende handelingen en werken met betrekking tot een goed dat het voorwerp van een beschermingsmaatregel is, vrijgesteld van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen :

1° de hieronder bedoelde handelingen en werken :

a) de tijdelijke werken, handelingen en wijzigingen aan een bouwterrein voor de duur die nodig is om de werken uit te voeren;

b) de plaatsing van installaties met een sociaal, cultureel, recreatief of evenementeel karakter, geplaatst voor een maximumduur van drie maanden, uitgezonderd de reclame- en uithangborden;

c) de plaatsing van versieringen ter gelegenheid van evenementen, manifestaties of festiviteiten, uitgezonderd de reclame- en uithangborden;

d) de wijziging van de bestemming van een deel van een woning om er de uitoefening van een vrijberoep mogelijk te maken, wat betreft de medische of paramedische beroepen, of van een op geïsoleerde wijze uitgevoerde onderneming voor intellectuele dienstverlening, onverminderd het uitvoeringpersoneel, voor zover de voor deze activiteiten bestemde vloeroppervlakte minder is dan of gelijk is aan 75 m² en dat deze activiteiten :

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van de persoon die de activiteit uitoefent;

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van één der vennoten of bestuurders van de rechtspersoon die deze activiteit uitoefent;

e) de wijziging van de bestemming van een deel van een woning om er de uitoefening van een vrijberoep mogelijk te maken, met inbegrip van de medische of paramedische beroepen, of van een op geïsoleerde wijze uitgevoerde onderneming voor intellectuele dienstverlening, onverminderd het uitvoeringpersoneel, voorzover de voor deze activiteiten bestemde vloeroppervlakte meer is dan 75 m² en minder dan of gelijk aan 200 m² en beperkt blijft tot 45 % van de totale oppervlakte van de bestaande woning en dat deze activiteiten :

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van de persoon die de activiteit uitoefent;

- een aanvulling zijn bij het hoofdverblijf van één der vennoten of bestuurders van de rechtspersoon die deze activiteit uitoefent;

f) de wijziging van de in de bouw- of stedenbouwkundige vergunning vermelde bestemming van één of meerdere voor huisvesting bestemde kamers (keuken, zitkamer, eetkamer, badkamer, zolder, slaapkamer, veranda,...), op voorwaarde dat deze kamers voor huisvesting bestemd blijven en ze het aantal of de indeling van de woningen niet wijzigt;

g) het plaatsen van vastgoedpanelen of werfpanelen;

h) het plaatsen van uithangborden, uitgezonderd :

- uithangborden geplaatst in een verboden gebied van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening;

- uithangborden in een beschermingsperimeter bedoeld in de artikelen 23 en 29 van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend erfgoed of, bij gebrek aan een dergelijke perimeter, in een perimeter van 20 m rondom een goed dat beschermd of op de bewaarijst ingeschreven is of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure hangende is;

i) de plaatsing van gelegheidsuithangborden;

j) de plaatsing van niet-lichtgevende reclame-inrichtingen van 1 m² of minder, geplaatst op door handelszaken ingenomen gelijkvloerse verdiepingen;

k) de plaatsing langs de weg van schragen;

l) de reclame-inrichtingen op stadsmeubilair of kiosken met een oppervlakte van minder dan 0,25 m² en de inrichtingen voor gelegheidsreclame;

2° de plaatsing, vernieuwing of verplaatsing van de inrichtingen voor waterafvoer zoals greppels, straatkolken, riooldeksels, riolen en collectoren van minder dan 1,25 m binnendiameter;

3° de plaatsing, vernieuwing of geringe verplaatsing van kabels, buizen en leidingen die zich in de openbare ruimte bevinden;

4° wanneer geen enkel element van het interieur van het gebouw het voorwerp is van een beschermingsmaatregel :

a) le placement d'équipements intérieurs sanitaires, électriques, de chauffage, d'isolation ou de ventilation;

b) les travaux de transformation intérieurs ou les travaux d'aménagement de locaux pour autant que la stabilité de l'immeuble ne soit pas mise en danger et qu'ils n'impliquent la solution d'aucun problème de construction proprement dite, ne nécessitent pas de permis pour changement d'utilisation, de destination ou d'affectation, ne modifient pas le nombre de logements lorsqu'il s'agit d'un immeuble d'habitation, ou le nombre de chambres lorsqu'il s'agit d'un établissement hôtelier, et n'entraînent ni la modification du volume construit, ni la modification de l'aspect architectural du bâtiment;

5° la restauration de stucages, de vitraux, de lambris, de sgraffites, de décorations en pierre (cheminées, encadrements, sols, parements,...) ou en métal (colonnes, ferronneries,...), de boiseries (encadrements, parquets, planchers,...);

6° le remplacement à l'identique d'un châssis de fenêtre ou d'une porte;

7° le remplacement du simple vitrage par du vitrage feuilleté;

8° la démolition d'éléments contemporains n'ayant pas justifié la mesure de protection et qui ne participent pas à la mise en valeur du patrimoine immobilier (cloisons, panneaux, antennes,...);

9° l'installation de fenêtres de toit réalisées dans le plan de la toiture;

10° le remplacement à l'identique de la couverture de toiture (même matériau, même profil,...);

11° dans la mesure où elles ne sont pas visibles depuis les espaces publics et ne modifient pas l'aspect architectural du bâtiment la construction d'un mur de séparation entre deux propriétés et l'édification de clôtures;

12° la restauration de grilles, statues ou œuvres d'art placées dans un site;

13° les travaux d'aménagement conformes à la destination des zones de cours et jardins;

14° les aménagements conformes à une destination de zone de parcs, de cimetière ou de forêt, à savoir la modification du revêtement des chemins, le placement et le remplacement de bancs, tables, poubelles, la restauration des berges des étangs et rivières ou la modification du niveau des étangs;

15° l'abattage d'arbres morts ou dépérissants ou d'arbres en massif;

16° l'élagage de branches, autre que de simple entretien, l'étêtage et l'écimage;

17° la plantation d'arbres hors massif;

18° les actes et travaux conformes à l'aménagement arrêté en application d'un plan de gestion ou d'un règlement de gestion adoptés, en vertu de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature, et sur avis conforme de la Commission Royale des Monuments et des Sites;

19° les fouilles.

Art. 22. Les actes et travaux relatifs à un immeuble faisant l'objet d'une mesure de protection qui sont dispensés de l'avis de la Commission royale des Monuments et des Sites sont également dispensés de l'avis de la commune et de l'avis de la commission de concertation.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 23. L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 janvier 1996, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 octobre 2002, déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'intervention d'un architecte est abrogé.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

D. DUCARME

a) de plaatsing van sanitaire, elektrische, verwarmings-, isolatie- of ventilatievoorzieningen binnenin het gebouw;

b) de verbouwingswerken binnen het gebouw of de werken voor de geschiktmaking van de lokalen voorzover de stabiliteit van het gebouw niet in gevaar wordt gebracht en ze geen oplossing van een eigenlijk bouwprobleem met zich meebrengen, ze geen vergunning vereisen voor de verandering van gebruik of van bestemming, zij geen wijziging inhouden van het aantal woningen wanneer het om een woongebouw gaat, of van het aantal kamers wanneer het een hotel betreft, en zij geen wijziging inhouden van het bouwvolume evenmin als van het architecturaal aanzicht van het gebouw;

5° de restauratie van stucwerk, glasramen, lambrisingen, graffiti, sieralementen in steen (schouwen, omljstingen, vloeren, parementwerken,...), in metaal (kolommen, ijzersmeedwerk,...) of in hout (omlijstingen, parketvloeren, houten vloeren,...);

6° de vervanging, volgens oorspronkelijk model, van een venster-raam of deur;

7° de vervanging van gewoon glas door gelaagd glas;

8° de afbraak van hedendaagse elementen waarvoor de beschermingsregel niet gerechtvaardigd is en die niet bijdragen tot de opwaardering van het onroerend erfgoed (tussenschotten, panelen, antennes,...);

9° de plaatsing van dakvensters in de dakhelling;

10° de vervanging, volgens oorspronkelijk model, van de dakbedekking (zelfde materialen, zelfde profiel,...) :

11° in de mate dat zij niet zichtbaar zijn vanuit de openbare ruimte en het architecturaal aanzicht van het gebouw niet wijzigen, de bouw van een scheidingsmuur tussen twee eigendommen en het optrekken van afsluitingen;

12° de restauratie van op een landschap geplaatste traliewerken, standbeelden of kunstwerken;

13° de inrichtingswerken overeenkomstig de bestemming van de gebieden voor koeren en tuinen;

14° De inrichtingen overeenkomstig een bestemming van park- of begraafplaatsgebied, te weten de wijziging van het wegdek, de plaatsing en de vervanging van banken, tafels, vuilnisbakken, plantenbakken, de restauratie van de oevers van vijvers en rivieren of de wijziging van het waterniveau vijvers;

15° het vellen van dode of wegwijnende bomen of van boomgroepen;

16° het snoeien van takken, anders dan bij een gewoon onderhoud, het toppen en het knotten;

17° het planten van bomen buiten groepen;

18° de handelingen en werken overeenkomstig de ordening vastgelegd bij toepassing van een beheersplan of een beheersverordening goedgekeurd krachtens de ordonnantie van 27 april 1995 inzake het behoud en de bescherming van de natuur en op eensluidend advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen;

19° de opgravingen.

Art. 22. De handelingen en werken aangaande een gebouw dat het voorwerp is van een beschermingsmaatregel die zijn vrijgesteld van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, zijn eveneens vrijgesteld van het advies van de gemeente en van de overlegcommissie.

TITEL IV. — Slotbepalingen

Art. 23. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 11 januari 1996, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 oktober 2002 tot vaststelling van de handelingen en werken die zijn vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning, van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar of van de medewerking van een architect, wordt opgeheven.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 25. De Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME